

Concours d'entrée 2022

Concours externe

2^{ème} épreuve d'admissibilité

Economie

Durée : 5 heures – coefficient 4

Une épreuve consistant en une composition d'économie.
Un court dossier est mis à disposition des candidats.

L'épreuve a pour objet de vérifier la capacité des candidats à utiliser l'analyse, les concepts et les outils économiques afin de formuler un diagnostic et de proposer des orientations argumentées et opérationnelles de politiques publiques. Elle suppose, outre des connaissances en microéconomie et macroéconomie et la capacité de les mobiliser pour analyser des situations concrètes, une aptitude à décrire les enchaînements économiques et à faire le lien entre les outils de l'économiste et les problèmes économiques.

Le dossier, qui ne dépasse pas dix pages, est composé d'un ensemble de documents mis à la disposition des candidats pour nourrir leur réflexion. Son exploitation ne doit pas conduire le candidat à en rédiger une synthèse mais à en extraire les éléments utiles à la construction de son raisonnement économique. Le dossier ne se suffit pas à lui-même et l'épreuve suppose une bonne connaissance préalable des faits, concepts et mécanismes économiques.

Sujet

Quels sont les effets économiques de l'immigration ?

Dossier

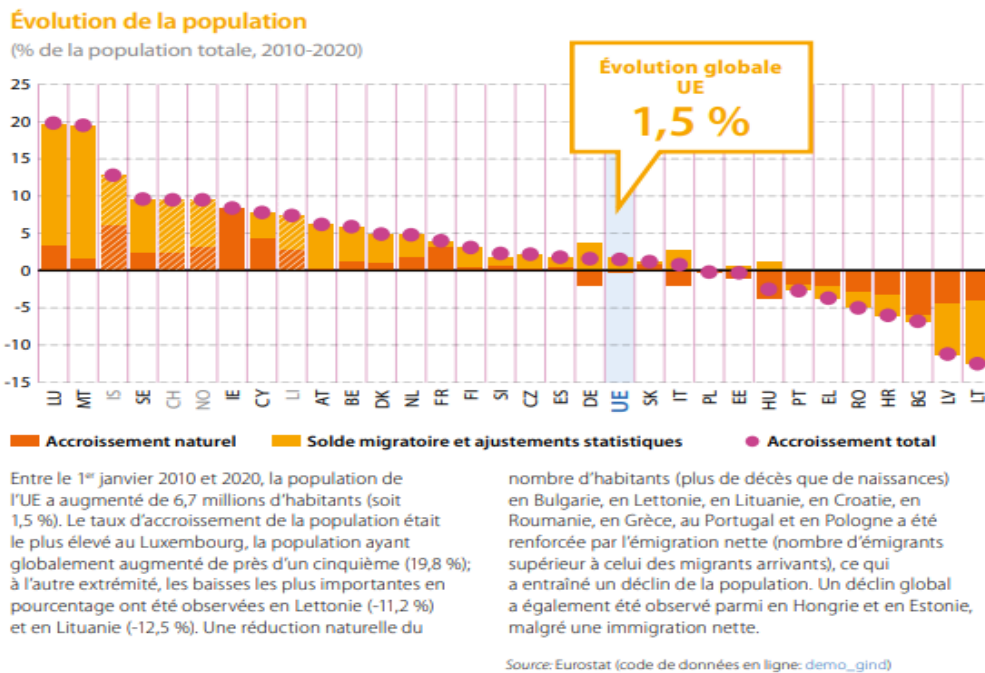
N°	Documents joints	Pages
1	Chiffres clés sur l'Europe, Eurostat, www.ec.europa.eu , édition 2021 (extrait)	1
2	Perspectives des migrations internationales, OCDE, www.read.oecd-ilibrary.org , page 50, édition 2018 (extrait)	1
3	Perspectives des migrations internationales, OCDE, www.oecd-ilibrary.org , édition 2021 (extraits)	2
4	L'impact de l'immigration sur le marché du travail, les finances publiques et la croissance. Rapport pour l'Assemblée nationale, France Stratégie, www.oecd-ilibrary.org , 2019 (extraits)	3
5	Population, Insee Références, page 35, www.insee.fr , édition 2020 (extrait)	4
6	« Migrations et mouvements de réfugiés : état des lieux et conséquences économiques », Anthony Edo, Chapitre VI. L'Economie mondiale 2017, <i>Migrations et mouvements de réfugiés : état des lieux et conséquences économiques</i> , www.cepii.fr , Editions La Découverte, collection Repères, Paris, 2016 (extrait)	5
7	« Impact budgétaire de l'immigration », Xavier Chojincki, Revue Economique, www.cairn.info , 2011 (extraits)	6
8	« L'immigration dans les pays avancés peut accélérer la croissance », Philipp Engler, Margaux MacDonald, Roberto Piazza et Galen Sher, Fonds Monétaire International Blogs, www.imf.org , 19 juin 2020 (extraits)	7
9	« 5. Schengen trente ans après. Quels impacts économiques des flux migratoires ? », Ekrame Boubtane, éditions Politiques des frontières, La Découverte, www.cairn.info , 2018 (extraits)	8
10	L'immigration qualifiée : un visa pour la croissance, Emmanuelle Auriol et Hillel Rapoport, les notes du conseil d'analyse économique, n° 67, www.cae-eco.fr , 2021 (extraits)	9
11	« Repenser l'immigration en France. Un point de vue économique », Opuscule N°45, CEPREMAP. Editions rue d'Ulm, www.cepremap.fr , 2018 (extrait)	10
12	« L'apport des immigrés, le désarroi de la population : les enseignements d'une période d'immigration de masse », Marco Tabellini, Review of Economic Studies, 2020, (extraits), traduction du jury	10

Liste des sigles :

- AT : Autriche
- BE : Belgique
- BG : Bulgarie
- CEPREMAP : Centre pour la recherche économique et ses applications
- CH : Suisse
- CY : Chypre
- CZ : République Tchèque
- DE : Allemagne
- DK : Danemark
- EE : Estonie
- EL : Grèce
- ES : Espagne
- FI : Finlande
- FR : France
- HR : Croatie
- HU : Hongrie
- IE : Irlande
- INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques
- IS : Islande
- IT : Italie
- LI : Liechtenstein
- LT : Lituanie
- LU : Luxembourg
- LV : Lettonie
- MT : Malte
- NL : Pays-Bas
- NO : Norvège
- OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
- PIB : Produit intérieur brut
- PL : Pologne
- PT : Portugal
- RO : Roumanie
- SDSE : Sous-direction de la statistique et des études
- SE : Suède
- SI : Slovénie
- SK : Slovaquie
- UE : Union européenne

Document 1 : Chiffres clés sur l'Europe, Eurostat, www.ec.europa.eu, édition 2021 (extrait)

[...]



[...]

Document 2 : Perspectives des migrations internationales, OCDE, www.read.oecd-ilibrary.org, page 50, édition 2018 (extrait)

[...]

Encadré 1.1. Évolution de la mobilité intracommunautaire depuis 2004

Depuis l'élargissement de l'UE amorcé en 2004, les flux migratoires de ressortissants européens sur le territoire de l'Union ont quasiment doublé pour atteindre 1.8 million en 2016. Au cours de cette période, les principaux pays d'origine sont restés la Roumanie et la Pologne, bien que leur part des flux intracommunautaires ait reculé de 41 % en 2004 à 38 % en 2016. Les flux en provenance d'autres nouveaux pays membres ont également augmenté, à destination de l'Allemagne et de l'Autriche principalement.

Si, au milieu des années 2000, les Roumains migraient essentiellement vers l'Espagne et l'Italie, l'Allemagne est progressivement devenue leur premier pays de destination.

Depuis 2004, l'accroissement des flux migratoires roumains vers l'Allemagne est continu et soutenu ; le nombre d'entrées y a atteint plus de 220 000 nouveaux migrants en 2016 (mouvements de courte durée compris). Leur deuxième pays de destination est le Royaume-Uni, qui a accueilli plus de 50 000 migrants roumains de longue durée en 2016.

La Pologne est depuis longtemps l'un des principaux pays de migration vers l'Allemagne. Le nombre d'entrées de migrants polonais s'y est stabilisé aux environs de 150 000 en 2006, et a atteint un nouveau plafond au cours des années 2013-15, avec 190 000 entrées annuelles enregistrées environ. Ce chiffre a considérablement fléchi en 2016 (160 000 entrées). Les flux à destination du Royaume-Uni ont atteint leur niveau maximal en 2007, avec 88 000 immigrés de longue durée, et fluctuent entre 30 000 et 40 000 entrées depuis 2009. Ceux à destination des Pays-Bas augmentent constamment depuis 2004, et ont atteint depuis 2014 le chiffre de 23 000 entrées annuelles.

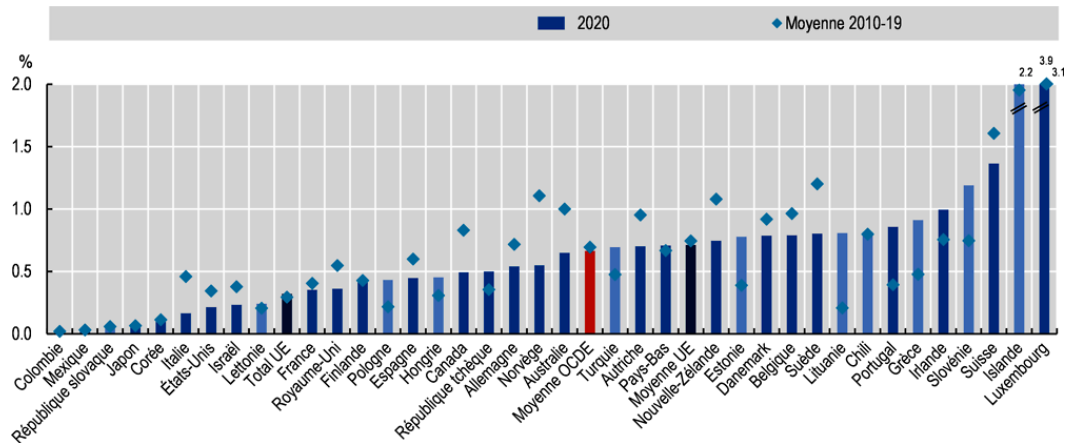
Les trois nationalités suivantes en termes de mobilité intracommunautaire sont la Bulgarie, la France et l'Allemagne, qui arrivent loin derrière la Roumanie, la Pologne et l'Italie.

[...]

Document 3 : Perspectives des migrations internationales, OCDE, www.oecd-ilibrary.org, édition 2021 (extraits)

[...]

Entrées permanentes dans les pays de l'OCDE, en pourcentage de la population totale, 2020 comparé à 2010-19

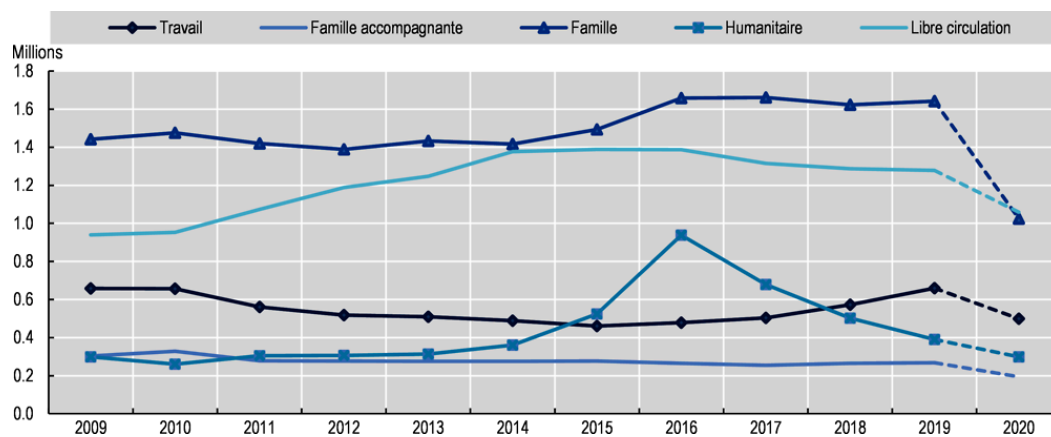


Note : Sont présentés uniquement les pays pour lesquels une estimation des flux 2020 est disponible. Les données pour les pays représentés en bleu clair ne sont pas standardisées. La moyenne UE est la moyenne des pays de l'UE présentés dans le graphique. Le total UE correspond aux entrées de ressortissants de pays tiers dans les pays de l'UE pour lesquels des données standardisées sont disponibles, en pourcentage du total de la population de ces pays.

Source : Base de données de l'OCDE sur les migrations internationales, <https://doi.org/10.1787/data-00342-fr>.

[...]

Entrées permanentes dans les pays de l'OCDE par catégorie*, 2009-2020



Note : Les données 2020 sont des estimations basées sur les données préliminaires de 2/3 des pays de l'OCDE.

Source : Base de données de l'OCDE sur les migrations internationales, <https://doi.org/10.1787/data-00342-fr>.

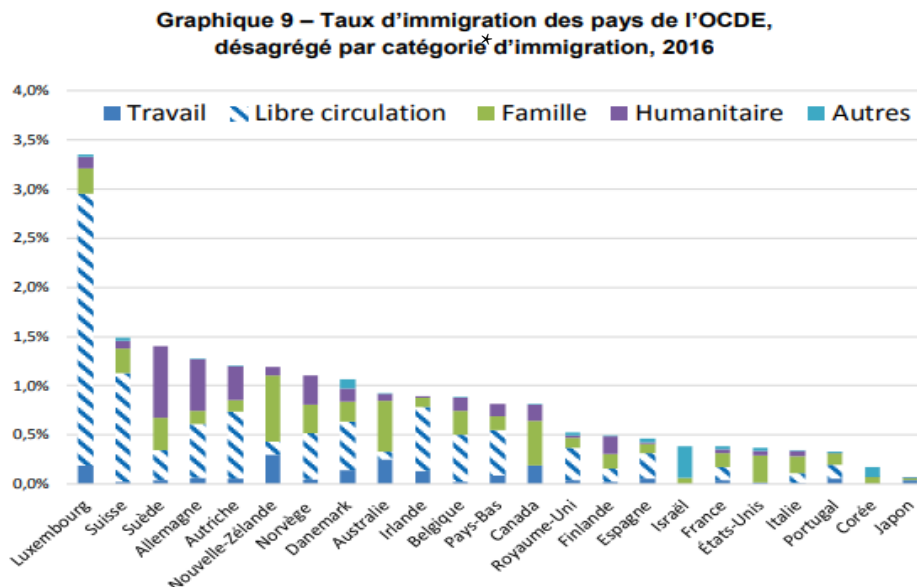
[...]

* **Définitions du jury** : Le motif de travail comprend les étrangers venus pour exercer une activité professionnelle, salariée ou non salariée. Les familles accompagnant ces travailleurs migrants sont généralement comptabilisées séparément. Le motif familial comprend les étrangers venus pour rejoindre leur famille (via la procédure du regroupement familial) ou pour en créer une (par mariage), que le membre de famille soit étranger ou ressortissant du pays d'accueil. Le motif humanitaire comprend tous les étrangers ayant obtenu un statut de protection internationale (réfugié, protection subsidiaire, etc.). La libre circulation estime les étrangers ayant droit au séjour sans condition (libre circulation au sein de l'Union européenne et/ ou Espace Schengen).

Source : Les indicateurs de l'intégration des immigrants 2015 : Trouver ses marques | OECD iLibrary (oecd-ilibrary.org)

Document 4 : L'impact de l'immigration sur le marché du travail, les finances publiques et la croissance.
 Rapport pour l'Assemblée nationale, France Stratégie,
www.oecd-ilibrary.org, 2019 (extraits)

[...]

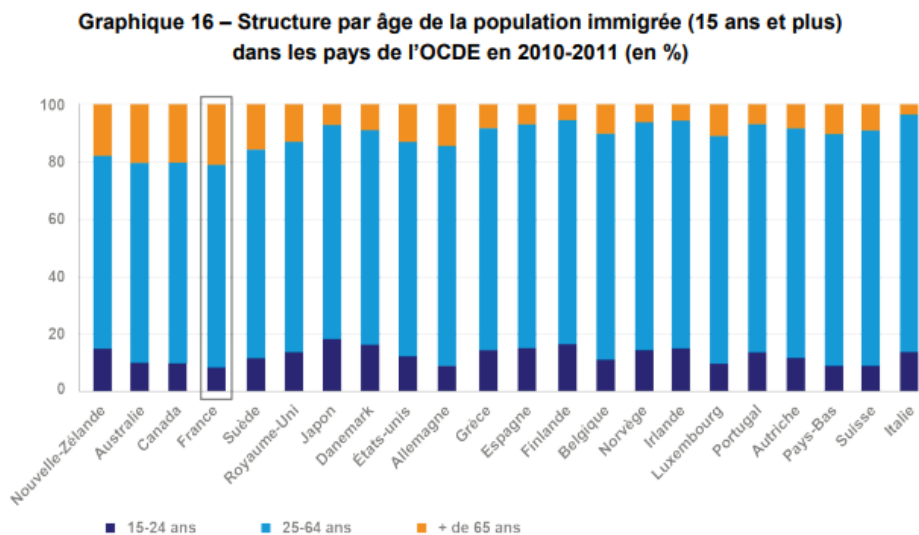


Note : pour chaque pays, le taux d'immigration est calculé comme le flux d'immigration rapporté à la population totale. Les catégories Travail, Famille, Humanitaire et Autres concernent uniquement des ressortissants de pays tiers.

Données : Nations unies pour la population et Base de données de l'OCDE sur les migrations internationales pour les flux d'immigration.

Source : France Stratégie, à partir de données OCDE

[...]



Source : France Stratégie, d'après DIOC (Database on Immigrants in OECD Countries) 2010-2011, OCDE 2017

[...]

* Note du jury : les définitions des catégories sont mentionnées dans la note du jury du document 3.

Étrangers - Immigrés 3.7

Acquisitions de la nationalité française

	en milliers			part en %
	2000	2017	2018	
Acquisitions enregistrées	141 455	112 326	108 180	98,3
Acquisitions par décret	77 478	65 654	55 830	50,7
naturalisations	68 750	63 128	54 104	49,2
réintégrations	8 728	2 526	1 726	1,6
Acquisitions par déclaration	63 977	46 672	52 350	47,6
déclaration anticipée	35 883	27 501	29 340	26,7
par mariage	26 056	17 476	21 000	19,1
par ascendants et fratries ¹	///	544	948	0,9
autres déclarations	2 038	1 151	1 062	1,0
Acquisitions sans formalités	8 570	1 948	1 834	1,7
Total	150 025	114 274	110 014	100,0

1. Cette nouvelle modalité d'acquisition a été créée à compter du 1^{er} juillet 2016.
Sources : ministère de l'Intérieur ; ministère de la Justice, SDSE.

Part des étrangers et des immigrés au sein des actifs selon la catégorie socioprofessionnelle en 2018

	Population active en milliers	Part d'étrangers en %	Part d'immigrés en %
Agriculteurs	414	1,0	1,9
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	1 825	8,2	12,8
Cadres et professions intellectuelles supérieures	5 157	4,5	8,2
Professions intermédiaires	7 959	3,3	6,2
Employés	8 178	7,0	11,2
Ouvriers	6 318	11,9	16,0
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	442	14,6	17,8
Ensemble¹	29 824	6,8	10,6
dont salariés	23 950	6,3	9,9

1. Y.c. catégorie socioprofessionnelle non déclarée.
Champ : France hors Mayotte, personnes des ménages, personnes actives.
Lecture : en 2018, 11,9 % des ouvriers sont étrangers et 16,0 % sont immigrés.
Note : les chômeurs sont classés dans leur ancienne catégorie socioprofessionnelle.
Source : Insee, enquête Emploi.

Immigrés selon le pays de naissance en 2018

	Part en %	Effectif en milliers
Afrique	46,1	2 992
Algérie	13,0	842
Maroc	11,9	775
Tunisie	4,4	287
Autres pays d'Afrique	16,8	1 088
Europe	33,5	2 171
UE	28,5	1 851
Portugal	9,2	596
Italie	4,3	278
Espagne	3,7	241
Royaume-Uni	2,2	144
Autres pays de l'UE	9,1	593
Autres pays d'Europe	4,9	320
Asie	14,5	940
Turquie	3,8	243
Chine	1,7	107
Cambodge, Laos, Viet Nam	2,4	155
Autres pays d'Asie	6,7	433
Amérique, Océanie	6,0	388
Total	100,0	6 491

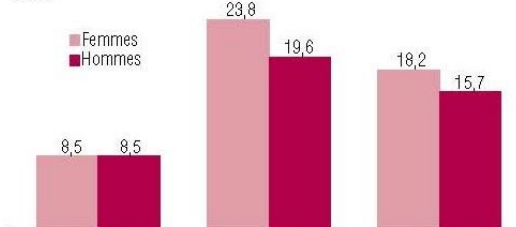
Note : données provisoires.
Source : Insee, estimations de population 2018.

Population immigrée et étrangère par sexe et âge en 2018

	Immigrés	Étrangers
Part des hommes	48,3	49,7
Part de la population ayant :		
moins de 15 ans	4,8	17,9
15 à 24 ans	8,1	8,9
25 à 54 ans	53,0	48,1
55 ans ou plus	34,1	25,0
Nombre (en milliers)	6 491	4 763
Poids dans la population totale	9,7	7,1

Note : données provisoires.
Source : Insee, estimations de population 2018.

Taux de chômage selon la nationalité en 2018



Champ : France hors Mayotte, personnes des ménages, personnes actives.
Source : Insee, enquête Emploi.

Population étrangère dans l'UE en 2018

	Population totale au 1 ^{er} janvier		Population active ¹	
	Étrangers ² en milliers	Part en %	Étrangers ² en milliers	Part en %
Allemagne	9 679	11,7	5 406	12,8
Autriche	1 386	15,7	756	16,9
Belgique	1 366	12,0	565	11,3
Bulgarie	86	1,2	6	0,2
Chypre	149	17,3	81	19,1
Croatie	52	1,3	(u) 8	(u) 0,4
Danemark	506	8,8	286	9,7
Espagne	4 563	9,8	2 803	12,4
Estonie	197	14,9	98	14,7
Finlande	248	4,5	95	3,6
France³	(p) 4 687	(p) 7,0	1 982	6,7
Grèce	816	7,6	275	5,9
Hongrie	162	1,7	27	0,6
Irlande	579	12,0	389	16,8
Italie	5 144	8,5	2 815	11,1
Lettonie	273	14,1	112	11,8
Lituanie	27	1,0	11	0,8
Luxembourg	288	47,8	162	54,8
Malte	67	14,1	52	21,2
Pays-Bas	991	5,8	441	5,0
Pologne	*(e)(p) 239	(e)(p) 0,6	104	0,6
Portugal	422	4,1	137	2,8
Rép. tchèque	515	4,9	136	2,6
Roumanie	111	0,6	(u) 10	(u) 0,1
Royaume-Uni	6 286	9,5	3 657	11,3
Slovaquie	73	1,3	8	0,3
Slovénie	122	5,9	50	4,9
Suède	886	8,8	446	8,5
UE	39 921	7,8	20 915	8,7

1. Population âgée de 15 à 64 ans.
2. Personnes non citoyennes du pays dans lequel elles résident, apatrides inclus.
3. France hors Mayotte pour la population active.
u : données peu fiables.
Source : Eurostat (extraction du 21 octobre 2019).

Document 6 : « Migrations et mouvements de réfugiés : état des lieux et conséquences économiques », Anthony Edo, Chapitre VI. L'Economie mondiale 2017, *Migrations et mouvements de réfugiés : état des lieux et conséquences économiques*, www.cepii.fr, Editions La Découverte, collection Repères, Paris, 2016 (extrait)

[...]

Les effets de l'immigration sur le marché du travail : enseignements théoriques

La théorie économique standard distingue l'effet moyen de l'immigration de ses effets redistributifs (Borjas, 2013). L'effet moyen de l'immigration sur le salaire des natifs (les non-immigrés) dépend de l'horizon temporel considéré. À court terme, lorsque le stock de capital est fixe, une augmentation de la force de travail induite par l'immigration accroît la concurrence entre les travailleurs et entraîne une baisse du salaire (ou une hausse du chômage si les salaires sont rigides). L'immigration n'affecte pas uniquement le salaire, elle agit aussi, cette fois positivement, sur les rendements du facteur complémentaire au travail, le capital.

À long terme, le stock de capital s'ajuste à ces nouvelles conditions de marché. La hausse des rendements du capital suite à l'immigration favorise l'investissement et la création d'entreprises. Cette accumulation de capital accroît l'efficacité de l'ensemble des travailleurs et atténue l'effet moyen de l'immigration sur le salaire des natifs qui s'observait à court terme. Sous l'hypothèse de rendements d'échelle constants, le niveau d'accumulation de capital optimal est celui qui restaure la rémunération relative du travail à son niveau initial — c'est-à-dire celui qui prévalait avant l'épisode migratoire. À long terme, l'immigration n'induit donc qu'un changement d'échelle — une augmentation proportionnelle de la population, du capital et de la production — sans changement de la rémunération des facteurs de production.

Cependant, quel que soit l'horizon considéré (court ou long terme), l'immigration induit des effets redistributifs entre les travailleurs. Le choc d'offre de travail causé par l'immigration dégrade les opportunités d'emploi des travailleurs dont la qualification est similaire (substituables) et améliore celles des travailleurs dont la qualification est différente (complémentaires). Cette amélioration s'explique par les gains d'efficacité réalisés par les travailleurs « complémentaires » : ils peuvent désormais déléguer une partie de leurs tâches et se concentrer sur celles pour lesquelles ils sont les plus productifs.

[...]

[...]

L'objectif de cet article est d'étudier, dans un cadre statique et dynamique, l'impact budgétaire de l'immigration en France et les conséquences d'une modification de la politique migratoire. Qu'apporte un migrant sur l'ensemble de sa vie ? Quel serait le bilan de la politique migratoire actuelle si elle était prolongée ? Quelles seraient les conséquences d'un changement de la politique migratoire ?

L'impact de l'immigration sur les finances publiques est un sujet controversé ayant donné lieu à une vaste littérature, particulièrement aux États-Unis. Par exemple, l'étude de Lee et Miller [2000], menée dans un cadre intertemporel, a clairement souligné l'importance du niveau d'éducation et de l'âge des immigrants sur leur impact fiscal. D'autres travaux ont récemment repris le cadre de la comptabilité générationnelle (CG) afin d'étudier l'impact d'un changement de politique migratoire sur la charge fiscale moyenne supportée par les différentes cohortes (Auerbach et Oreopoulos [2000] pour les États-Unis, Bonin *et al.* [2000] pour l'Allemagne, Collado *et al.* [2003] pour l'Espagne et Mayr [2004] pour l'Autriche). À notre connaissance, seules deux études de Chojnicki [2006] et Monso [2008] ont tenté d'évaluer l'impact budgétaire de l'immigration en France. Les résultats présentés ici s'inscrivent dans le prolongement direct de ces deux études.

Nous utilisons la technique de la CG apparue au début des années 1990 sous l'impulsion d'Auerbach *et al.* [1991]. Cette technique permet, pour une année donnée, d'évaluer la valeur actualisée des paiements nets que les différentes générations verseront à l'État d'ici la fin de leur vie ainsi que la soutenabilité de la politique budgétaire. La distinction des différentes générations par origine permet de projeter l'impact de long terme de l'immigration sur les équilibres budgétaires intertemporels et de tester l'effet d'une modification de la politique migratoire.

[...]

En appliquant la méthodologie de la CG, la contribution moyenne de cycle de vie des immigrants présents en France en 2005 apparaît assez nettement négative et inférieure à celle des natifs. Pour autant, l'impact global de l'immigration sur les finances publiques est légèrement positif dans le long terme du fait de l'apport perpétuel d'individus d'âge actif et de la prise en compte de la contribution nette des descendants de ces immigrants mais reste très faible en comparaison de l'effort global qui devrait être entrepris pour réduire les déséquilibres budgétaires.

Finalement, cet article ne s'est limité qu'au seul impact budgétaire de l'immigration. Or, les effets économiques de l'immigration sont en réalité multiples et de nombreux mécanismes, non pris en compte par notre modèle d'équilibre partiel, transitent par le marché du travail : l'immigration est susceptible de modifier la rémunération des facteurs de production et implique d'importants effets redistributifs.

Document 8 : « L'immigration dans les pays avancés peut accélérer la croissance », Philipp Engler, Margaux MacDonald, Roberto Piazza et Galen Sher, Fonds Monétaire International Blogs, www.imf.org, 19 juin 2020 (extraits)

[...]

Effets économiques

Notre analyse examine séparément les effets de l'immigration en général (qui s'explique principalement par des raisons économiques) dans les pays avancés et de l'immigration de réfugiés dans les pays émergents et les pays en développement.

Nous constatons que dans les pays avancés, les immigrants augmentent la production et la productivité à court et à moyen terme. Plus précisément, nous montrons qu'une augmentation de 1 point de pourcentage de l'afflux d'immigrants par rapport au total de la population active augmente la production d'environ 1 % à la cinquième année.

La raison en est que les travailleurs natifs et les travailleurs expatriés apportent au marché du travail des compétences variées, qui se complètent et accroissent la productivité. En outre, nos simulations montrent que même de légères augmentations de la productivité grâce à l'immigration ont un effet positif sur le revenu moyen des autochtones.

[...]

Pressions migratoires futures

La population des pays émergents et des pays en développement (en particulier en Afrique subsaharienne) continuera d'augmenter au cours des 30 prochaines années et il est probable que les pressions migratoires vers les pays avancés s'accroîtront. Par exemple, le graphique* montre une intensification des pressions migratoires de l'Afrique et du Moyen-Orient vers l'Europe entre 2020 et 2050. Toutefois, dans le monde, les pressions migratoires resteront globalement constantes à 3 % de la population mondiale.

La hausse des revenus dans les pays émergents et dans les pays en développement réduira les pressions migratoires. Mais comme mentionné plus haut, ce n'est pas nécessairement le cas des pays plus pauvres, comme ceux d'Afrique subsaharienne, où la hausse des revenus (bien qu'ils demeurent faibles) pourrait permettre à plus de personnes d'émigrer.

D'autres pressions (étudiées dans d'autres scénarios) influenceront également sur l'immigration. Par exemple, les changements climatiques devraient entraîner une hausse de l'immigration interne et régionale dans les pays émergents et les pays en développement. En même temps, il ressort de notre étude que l'effet des changements climatiques sur l'immigration dans les pays avancés est moins clair, car la faiblesse des revenus dans bon nombre de pays plus pauvres pourrait « piéger » plus de personnes dans leur région d'origine.

[...]

* note du jury : non fourni

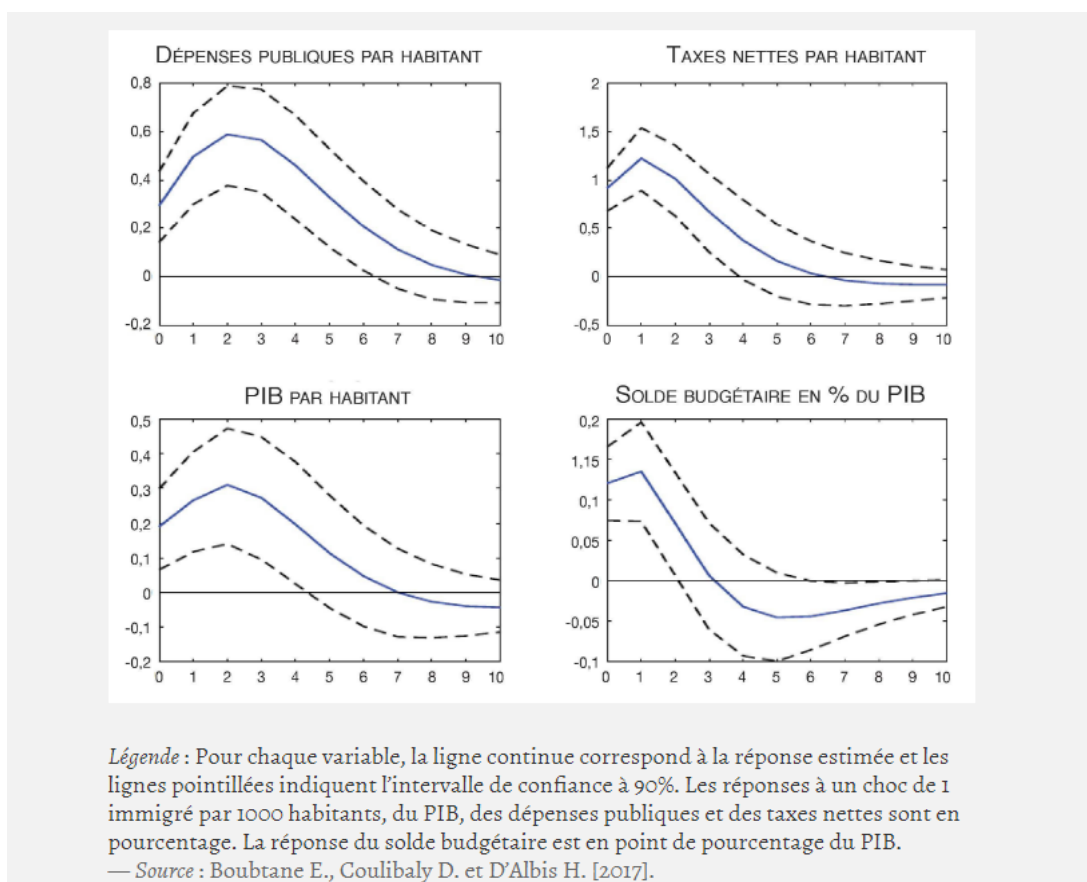
Document 9 : « 5. Schengen trente ans après. Quels impacts économiques des flux migratoires ? », Ekrame Boubtane, éditions Politiques des frontières, La Découverte, www.cairn.info, 2018 (extraits)

[...]

L'analyse empirique des effets dynamiques de l'immigration repose sur l'estimation d'un vecteur autorégressif (VAR) homogène en panel. Cette méthodologie est utilisée dans les travaux en finances publiques qui évaluent les effets des politiques budgétaires et monétaires à partir des données. À la suite de l'article pionnier de Blanchard et Parotti [2002], plusieurs travaux en économie ont utilisé la méthodologie VAR en panel pour évaluer les implications macroéconomiques de l'augmentation des dépenses publiques.

[...]

Figure 2 : les réponses à un choc migratoire *



[...]

Une augmentation de l'immigration a des effets positifs sur les finances publiques et sur le niveau de vie moyen dans les pays européens, sur la base des données disponibles entre 1985 et 2015. Le choc migratoire est par définition transitoire, les implications dynamiques pour les économies européennes sont significatives et positives pendant quelques années après le choc. Ce résultat empirique est cohérent avec les mécanismes théoriques présentés plus haut. Les effets positifs de l'immigration sur le niveau de vie moyen et sur les finances publiques peuvent s'expliquer par l'augmentation de la part de la population active. En effet, l'immigration est la principale source d'accroissement de la population active dans les pays européens à partir de la fin des années 1980.

[...]

* note du jury : les abscisses des graphiques représentent les années.

Document 10 : L'immigration qualifiée: un visa pour la croissance, Emmanuelle Auriol et Hillel Rapoport, les notes du conseil d'analyse économique, n° 67, www.cae-eco.fr, 2021 (extraits)

L'immigration en France est, comparativement à celle des autres pays de l'OCDE, peu qualifiée, peu diversifiée et peu nombreuse. Or une somme considérable d'études économiques démontre les bienfaits d'une immigration de travail qualifiée et diversifiée (...)

[...]

Immigration qualifiée, entrepreneuriat et innovation

Une contribution importante des immigrés, notamment qualifiés, à la richesse américaine est qu'ils créent de nouvelles entreprises : 36 % d'entre elles comptent au moins un immigré parmi leurs fondateurs et ce chiffre grimpe à 44 % pour les entreprises high-tech de la Silicon Valley. Ainsi sur la période 2006-2012, les entreprises technologiques et d'ingénierie fondées par des immigrés ont engendré 63 milliards de dollars de recettes et employé 560 000 personnes. Au final, bien que les immigrés ne soient que 13 % dans la population américaine, ils représentent 26 % des entrepreneurs¹. Cette surreprésentation des immigrés parmi les entrepreneurs n'est pas un phénomène propre aux États-Unis, comme cela a pu être documenté récemment dans des contextes aussi divers que le Chili (où les immigrants originaires des pays voisins ont quatre fois plus de chance que les natifs d'être entrepreneurs), le Venezuela (où les immigrés sud-européens des années 1950 – Italiens, Espagnols, Portugais –, ont une probabilité 10 fois supérieure aux natifs d'être entrepreneurs), l'Albanie ou encore l'Afrique sub-saharienne.

Une autre contribution très importante à l'économie des immigrés qualifiés est qu'ils innovent. Dans le domaine de la recherche, ils sont ainsi à l'origine de 24 % des brevets déposés aux États-Unis sur la période 1940-2000. Une augmentation de 1 % du nombre de scientifiques et d'ingénieurs immigrés augmente de 9 à 18 % le nombre de brevets par tête déposé. Et les bienfaits de l'immigration sur l'innovation durent dans le temps. Dans les secteurs où les inventeurs étrangers étaient fortement représentés entre 1880 et 1940, le nombre de brevets déposés et de citations entre 1940 et 2000 sont supérieurs aux secteurs où les inventeurs étrangers étaient moins présents. Les résultats sont similaires quand on élargit le champ d'étude aux autres pays de l'OCDE, notamment à l'Europe. C'est par contre moins vrai en France du fait de la structure de notre immigration.

[...]

¹ Définition du jury: [...] « Les entrepreneurs sont des personnes (propriétaires de leur entreprise) qui cherchent à générer de la valeur par le biais de la création ou du développement d'une activité économique en identifiant et en exploitant de nouveaux produits, procédés ou marchés » [...]. Source : OCDE/Union européenne (2022), Pallier la pénurie d'entrepreneurs 2019 : Politiques de l'entrepreneuriat inclusif, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/63051572-fr>

Document 11 : « Repenser l’immigration en France. Un point de vue économique », Opuscule N°45, CEPREMAP. Editions rue d’Ulm, www.cepremap.fr, 2018 (extrait)

[...]

4. L’immigration, une ouverture sur le monde

Si les migrations internationales sont une des manifestations de la mondialisation, elles en sont également un adjuvant puissant. Car un autre dividende économique de long terme de l’immigration réside dans son pouvoir connectique. En créant des liens entre pays de départ et d’accueil, les migrations favorisent les échanges bilatéraux et ce, de façon multidimensionnelle : échanges commerciaux, flux de capitaux, circulation des savoirs technologiques et culturels. C’est à ces dimensions qu’est consacré ce chapitre qui souligne qu’une immigration bien pensée peut constituer un atout considérable dans un monde globalisé.

[...]

Document 12 : « L’apport des immigrés, le désarroi de la population : les enseignements d’une période d’immigration de masse », Marco Tabellini, *Review of Economic Studies*, 2020, (extraits), traduction du jury

[...] Aujourd’hui, le débat sur l’immigration occupe le devant de la scène politique, et s’enracine de plus en plus dans une opposition entre considérations économiques et culturelles. [...]

[...] L’immigration a suscité des réactions politiques hostiles, comme des politiques de redistribution moindres, l’élection de parlementaires plus conservateurs, et un soutien croissant à l’introduction de restrictions migratoires. [...]

[...] Cette réaction politique de la population américaine n’est pas fondée économiquement. Non seulement car l’immigration a en moyenne bénéficié aux villes américaines [...]. Mais aussi parce qu’elle n’a pas induit de pertes pour les américains travaillant dans les secteurs très exposés à la concurrence de la main d’œuvre immigrée. [...]

[...] Cette réaction politique s’explique d’autant plus que la distance culturelle entre la population et les immigrés est importante, ce qui suggère que l’opposition à l’immigration, [...], résulte de considérations culturelles plutôt qu’économiques. [...]

[...] Quand les différences culturelles entre la population et les immigrés sont grandes, une opposition à l’immigration peut apparaître même si, en moyenne, les immigrés bénéficient à l’économie et ne font pas de perdants économiques parmi les américains. Ainsi, favoriser l’assimilation culturelle des immigrés et réduire la distance (réelle ou perçue) entre les immigrés et la population peuvent être au moins aussi importants que s’intéresser aux potentiels effets économiques de l’immigration. [...]